

La place financière suisse pourrait octroyer plus de crédits aux PME

FORUM HORIZON Face aux mutations géopolitiques en cours et au renforcement de la compétition, comment la place financière suisse peut-elle continuer à se distinguer? Les participants à une table ronde ont émis quelques pistes de solutions lors de l'événement organisé jeudi à Lausanne par «Le Temps»

LASSILA KARUTA

La place financière suisse est connue mondialement. Elle occupe la première place dans la gestion de fortune transfrontalière. La concurrence est cependant vive car des pays comme Singapour, Dubaï, les Etats-Unis et le Royaume-Uni attirent de plus en plus de clients. Les parts de marché de la Suisse dans ce secteur ont en outre reculé à 21% en 2023 contre 24% quatre ans auparavant, selon une étude du cabinet de conseils Deloitte.

Par ailleurs, la disparition de Credit Suisse en 2023 a écorné l'image de stabilité du pays. Différentes études montrent aussi que la contribution du secteur de la finance à l'économie nationale, tout comme le nombre d'emplois ont diminué ces dernières années.

Dans ce monde en mutation, comment la place financière peut-elle rester compétitive? C'est autour de cette question que les débats ont évolué lors de la 10e édition du Forum Horizon organisé jeudi dernier à Lausanne par *Le Temps*. Il y a certes

beaucoup de défis mais les intervenants à cet échange étaient unanimes sur un sujet. «La réputation de la Suisse reste excellente malgré des chocs tels que le rachat Credit Suisse par UBS», fait remarquer Grégoire Bordier, président de l'Association de banques privées suisses.

Comment se différencier?

La démocratie directe, la stabilité politique, le franc fort et une main-d'œuvre qualifiée renforcent l'attractivité de la Suisse dans un environnement géopolitique difficile marqué par beaucoup d'incertitudes. «Nos capacités de gestion d'actifs, qu'on ne retrouve pas forcément dans les autres places financières, sont dans ce contexte plus que demandées», a souligné pour sa part Alfredo Piacentini, le fondateur de Decalia, un gestionnaire d'actifs.

La compétition mondiale étant forte, comment la place financière suisse peut-elle continuer à se différencier, a cependant demandé Iavor Tzolov, un spécialiste dans le conseil, fondateur de la société Ortocon, également

participant à cette table ronde.

Pour le président de l'association des banques privées, une promotion plus active en faveur de la place financière helvétique par les autorités de régulation, à l'image de ce qui se fait à Singapour, pourrait être une piste de solution. Mais pour le moment, la volonté politique de modifier le mandat de la Finma dans ce

«La problématique du crédit est réelle. Les banques cantonales ne le font pas comme elles le devraient»

GRÉGOIRE BORDIER, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DE BANQUES PRIVÉES SUISSES

sens manque, constate Grégoire Bordier. Et pour cet organe, très critiqué pour n'avoir pas été assez strict avec Credit Suisse, faire respecter les règles en place est la meilleure «promotion» pour cette branche.

Et que dire de la réglementation bancaire en discussion à la suite de la chute de l'ancien

numéro deux bancaire helvétique? Pour rendre la place financière plus résiliente, le Conseil fédéral a notamment proposé que les banques systématiques renforcent leurs fonds propres. Berne aimerait qu'UBS augmente les capitaux de ses filiales à l'étranger pour éviter que la maison mère, en Suisse, soit mise en danger lors d'une prochaine crise. L'établissement

question la nécessité qu'UBS augmente ses charges pour les emprunts en Suisse alors que la proposition du Conseil fédéral concerne en premier le marché américain, où les fonds des filiales devraient être augmentés.

Les banquiers à la table ronde déplorent de leur côté le tour de vis réglementaire que la Confédération soutient. «Nous avons le syndrome du vertueux depuis la disparition de Credit Suisse. Davantage de réglementations nous pénaliseraient», estime Alfredo Piacentini, le fondateur de Decalia.

Diversification nécessaire

Pour Iavor Tzolov, il serait cependant nécessaire de diversifier les activités du secteur bancaire. «La place financière se focalise sur la gestion d'actifs au détriment des activités de crédit. C'est très difficile pour les PME suisses par exemple d'obtenir un emprunt, particulièrement du financement de croissance. Une étude de 2021 du Secrétariat d'Etat à l'économie, avant même la disparition de

Credit Suisse, montrait que deux tiers des entreprises suisses ayant besoin de financement avaient de la peine à en trouver. Non pas parce qu'on leur refusait le crédit, mais elles étaient dissuadées en amont même de poser une demande de crédit», avance le spécialiste. Or, renforcer les activités d'octroi de crédit pourrait beaucoup aider l'économie réelle, en particulier dans un environnement marqué par le protectionnisme.

«La problématique du crédit est réelle. Les banques cantonales ne le font pas comme elles le devraient», a relevé Grégoire Bordier. Mais certaines banques étrangères se développent progressivement dans cette branche, a noté Iavor Tzolov.

Le recours à la dette privée pourrait également aider les entreprises à disposer de plus de capitaux à différents stades de développement mais les compétences dans ce secteur sont limitées en Suisse. «Les taux d'intérêt sont également beaucoup plus élevés pour accéder à ce genre de fonds», a rappelé Iavor Tzolov. ■



De g. à dr.: Iavor Tzolov, Alfredo Piacentini et Grégoire Bordier, le 29 janvier au Forum Horizon. (Le Temps/KEYSTONE/Cyril Zingaro)